

Prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage de Storengy, Teréga et Géométhane

Date de la contribution : 04/10/2019

En tant qu'opérateur d'infrastructure gazier régulé, GRTgaz considère qu'il est important de participer à la consultation publique sur les tarifs d'utilisation des infrastructures de stockage car les objectifs généraux poursuivis par tous les opérateurs régulés sont similaires.

GRTgaz partage l'avis de la CRE précisant dans la (Consultation publique N°2019-003) que « le cadre de régulation doit être prévisible et stable, tout en favorisant la nécessaire adaptation à l'évolution du système énergétique. Le cadre de régulation doit en particulier favoriser l'utilisation de solutions innovantes pour répondre aux besoins des réseaux et infrastructures énergétiques de demain et garantir que les opérateurs d'infrastructures facilitent la mise en œuvre de la transition énergétique par l'ensemble des acteurs du système énergétique. »

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif AT52 ?

GRTgaz réitère les remarques qu'il avait formulées dans sa réponse à la consultation publique du 14 février 2019 N°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France.

Pour être en mesure d'analyser ce mécanisme il conviendrait d'en connaître précisément les paramètres d'application.

Sur le principe tel qu'énoncé, GRTgaz n'est pas favorable à l'instauration d'un taux différencié pour la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs :

- Ce dispositif vise à contrôler le niveau des investissements de développement des opérateurs de stockage. Mais les investissements actuels sont aujourd'hui principalement constitués de dépenses obligatoires de maintien en condition opérationnelle du stockage. GRTgaz s'interroge donc sur la pertinence d'un tel dispositif.
- GRTgaz rappelle par ailleurs que la CRE valide annuellement les programmes d'investissement des opérateurs d'infrastructure régulés sur la base le cas échéant d'analyses (coûts-bénéfices par exemple) et d'audits externes. La mise en place d'un taux différencié pour les « nouveaux investissements » viendrait donc ajouter un niveau supplémentaire de complexité et l'articulation de ces 3 niveaux d'incitation (taux de rémunération temporaire, approbation du programme d'investissement et définition individuelle des budgets cible) semble de nature à nuire à la lisibilité des choix de régulation.
- La mise en place d'un tel mécanisme induirait pour les opérateurs une forte complexité opérationnelle du calcul et du suivi du revenu autorisé.
- Enfin la mise en place d'un tel taux à indexation annuelle semble aller à l'encontre de la visibilité souhaitée par le marché, les gestionnaires et le régulateur, et concrétisée par le choix de périodes tarifaires de 4 ans.

Dans le cas où le principe de la mise en place d'un tel taux différencié serait retenu, il conviendrait de veiller à ce que le principe d'une juste rémunération des capitaux investis continue de s'appliquer. Ainsi les paramètres de détermination de ce nouveau taux devraient être cohérents et prendre en compte le risque de plus grande variabilité de la rémunération.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

GRTgaz comprend que la CRE souhaite faire bénéficier les consommateurs des éventuelles plus-values réalisées par les opérateurs sur cessions d'actifs au-delà de la valeur nette comptable via la mise au CRCP.

GRTgaz est défavorable à un tel dispositif : il ne s'agit pas d'un sujet à enjeu pour les opérateurs de stockage, mais cela complexifie le suivi réglementaire de l'activité. Si un tel système était retenu, il faudrait qu'il soit symétrique (et prenne en compte les éventuelles moins-values) et incitatif pour l'opérateur.

Question 3 : Êtes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif AT S2 ?

Favorable

Commentaire :

Les grands principes tarifaires envisagés sont globalement dans la continuité du tarif précédent à l'exception de certaines propositions de la CRE (éventuel double taux de rémunération, rémunération des IEC, traitement des actifs cédés et principe du CRCP) qui concourent à une instabilité tarifaire, et à une complexité accrue des modalités de calcul du revenu autorisé de l'opérateur.

Question 4 : Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif AT S2 ?

GRTgaz n'a pas de remarque particulière.

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz rappelle son souhait que le périmètre soit élargi à d'autres postes de charges – Si notamment- et propose d'avoir un traitement équivalent entre opérateurs.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz note le souhait de la CRE de sélectionner de façon aléatoire des projets dont le budget est < 20 M€, afin de les auditer et d'appliquer une régulation incitative.

Il conviendrait de préciser les modalités envisagées par la CRE pour ce faire. En particulier, cela ne devrait pas avoir d'impact sur la conduite et le planning du projet. En effet, GRTgaz rappelle qu'un audit prend beaucoup de temps et de ressources. Cela pourrait avoir un impact non négligeable sur le planning du projet et sur le coût des investissements, pour un gain finalement minime.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 8 : Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 9 : Êtes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

GRTgaz considère que tous les opérateurs d'infrastructures doivent avoir les moyens de continuer à investir de façon significative dans la R et D pour accompagner la transition énergétique en innovant dans les technologies de demain, en déployant des pilotes industriels, et en accompagnant le tissu industriel en territoires. Il s'agit de préparer les infrastructures gazières à l'arrivée des nouveaux gaz (pyrogazéification, power to gaz, hydrogène, gazéification hydrothermale...) dans le cadre fixé par la politique énergétique (PPE, Plan Hulot, Loi Energie-Climat...).

Dans ce cadre, GRTgaz est favorable au cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE. Il prolonge le cadre instauré en ATRT6 et ajoute des éléments (possible révision de la trajectoire à mi-période, introduction d'un guichet smart grid) destinés à l'assouplir de façon à permettre aux gestionnaires de réseaux de s'adapter à un contexte fortement évolutif.

GRTgaz approuve les propositions de la CRE sur l'amélioration de la transparence.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période AT52 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz considère que les opérateurs d'infrastructures gazières doivent disposer des moyens nécessaires afin de continuer à exploiter les infrastructures en toute sécurité tout en accompagnant la transition énergétique et l'intégration des gaz d'origine renouvelables dans les infrastructures existantes.